



## DES DONNÉES STATISTIQUES À L'ACTION POLITIQUE: ABORDER LES DISCRIMINATIONS LIÉES AU GENRE DANS LES INSTITUTIONS SOCIALES

### DIALOGUES SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST

#### CONTEXTE

L'indice "Institutions Sociales et Égalité Femmes-Hommes" ([SIGI](#) de par son acronyme en anglais) du Centre de développement de l'OCDE met en lumière les lois formelles et informelles, les normes sociales et les pratiques qui constituent des barrières structurelles pour les femmes et les filles tout au long de leur vie. De son côté, l'indice de l'égalité des genres en Afrique ([AGI](#) de par son acronyme en anglais), produit conjointement par le Groupe de la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, permet de dresser un état des lieux complet de l'égalité femmes-hommes en Afrique actuellement. Malgré des progrès constatés au cours des dernières années, les femmes en Afrique de l'Ouest font toujours face à des discriminations liées à leur genre dans toutes les sphères de leur vie. De telles discriminations affectent négativement non seulement les droits des femmes et leurs opportunités d'autonomisation, mais réduisent également le potentiel des pays en termes de croissance économique et de développement durable.

Afin de faire avancer les débats sur ce thème, le [Centre de développement de l'OCDE](#), en partenariat avec le [Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest](#), la [Banque africaine de développement](#) et la [Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique](#), organise une série de dialogues sur les politiques publiques dans le cadre de son projet SIGI Afrique, soutenu par la Coopération autrichienne au développement. Les dialogues rassembleront un large éventail d'acteurs dont des décideurs politiques, des organisations internationales et régionales, ainsi que des organisations de base et de la société civile, des instituts de recherche, des groupes de réflexion, des experts en genre, des militants et des fondations.

Les résultats de ces dialogues centrés sur l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des autres dialogues organisés en Afrique Australe et en Afrique de l'Est, alimenteront le [prochain Rapport régional SIGI 2021 sur l'Afrique](#) ainsi que le [rapport régional 2022 pour l'Afrique de l'indice de l'égalité des genres en Afrique](#), en fournissant une série de recommandations politiques concrètes et réalistes en vue d'améliorer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes.

#### OBJECTIFS

Les principaux objectifs des dialogues sur les politiques publiques en Afrique de l'Ouest sont de :

- **Présenter un aperçu de la situation concernant l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans la région** et partager des recommandations politiques afin d'intégrer efficacement le genre dans les politiques, les projets, ainsi que dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de programmes par et pour les décideurs politiques;
- **Identifier les défis clés ainsi que les opportunités**, y compris par l'échange de bonnes pratiques sur comment aborder les discriminations liées au genre et la promotion des droits des femmes;
- **Identifier un ensemble de politiques publiques potentielles et spécifiques au contexte régional** ainsi que des mesures pour faire avancer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest, et créer un consensus commun autour d'une feuille de route pour aborder les discriminations liées au genre dans les institutions sociales en Afrique de l'Ouest.



# AFRIQUE DE L'OUEST

## FORMAT

Les dialogues sont organisés en **trois sessions distinctes** :

ÉVÈNEMENT	Date et heure	Lien d'inscription Zoom
Un atelier avec des organisations de base et de la société civile, des instituts de recherche, des groupes de réflexion, des experts en genre, des militants et des fondations	<b>27 avril 2021</b> 10:00 – 13:00 (GMT +2)	Cet évènement est déjà passé
Un atelier avec des décideurs politiques, ainsi que des organisations internationales et régionales	<b>29 avril 2021</b> 10:00 – 13:00 (GMT +2)	Cet évènement est déjà passé
Un dialogue virtuel de haut-niveau avec tous les participants aux deux ateliers	<b>12 juillet 2021</b> 14:00 – 16:30 (GMT)	<a href="#">Inscrivez-vous ici</a>

### Les ateliers ont inclus:

- Une présentation des résultats et des conclusions spécifiques à l'Afrique de l'Ouest du SIGI 2019 et de l'AGI
- Des sessions thématiques sur trois différents thèmes :
  - Les restrictions et privations faites aux femmes en termes de santé et d'autonomie reproductive
  - L'autonomisation économique des femmes et l'accès aux ressources productives et financières
  - La voix politique, le leadership et l'action des femmes
- Une discussion sur les politiques potentielles visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes.

### La réunion plénière:

- Rassemblera tous les acteurs dans un esprit d'apprentissage mutuel et d'échange
- Fera le point sur les principaux résultats des ateliers, en particulier concernant les politiques potentielles proposées
- Offrira un espace de dialogue pour les acteurs afin de se mettre d'accord sur les recommandations politiques et les messages clés pour le prochain Rapport régional SIGI sur l'Afrique, autour d'une feuille de route.

Les dialogues continueront sur les réseaux sociaux en utilisant les mots dièses : **#SIGIAfrica** et **#SIGI**  
Taguez-nous avec : **@OECD\_Centre**, **@Wikigender**, **@SWAC\_OECD**, **@AfDB\_Group** et **@ECA\_OFFICIAL**.

## EN SAVOIR PLUS

- Banque africaine de développement et CEA (2020), Rapport sur l'indice de genre en Afrique 2019: Que nous apprend l'Indice de genre en Afrique 2019 sur l'égalité des genres et comment y parvenir ?, <https://www.afdb.org/fr/documents/rapport-sur-lindice-de-genre-en-afrique-2019>
- OECD (2019), [SIGI 2019 Global Report: Transforming Challenges into Opportunities, Social Institutions and Gender Index](#), OECD Publishing, Paris (en anglais seulement)
- Bouchama, N., et al. (2018), "Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines", Notes ouest-africaines, No. 13, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/7357808d-fr>.



## À PROPOS DE NOUS

**À propos du Centre de développement de l'OCDE:** Le Centre de développement de l'OCDE a été créé en 1962 en tant que forum indépendant de partage des connaissances et de dialogue permettant aux pays membres de l'OCDE et aux économies en développement de collaborer sur un pied d'égalité. Aujourd'hui, il compte parmi ses membres 26 pays OCDE et 29 économies en développement et émergentes. Le Centre conduit des analyses des problèmes structurels susceptibles d'avoir un impact sur le développement mondial et plus précisément sur les défis rencontrés par les pays émergents et en développement d'aujourd'hui. Grâce à une approche pluridisciplinaire et des partenariats stratégiques, il s'intéresse à ces enjeux spécifiques afin d'aider les gouvernements à formuler les politiques économiques innovantes aux défis mondiaux du développement. Le programme du Centre de développement sur le genre a pour objectif d'identifier les causes profondes de l'inégalité femmes-hommes et d'alimenter le dialogue sur les politiques publiques en produisant des données et des analyses fondées sur des preuves, en accord avec l'Agenda 2030. Il s'intéresse aux institutions sociales discriminatoires, c'est-à-dire les lois formelles et informelles, les normes sociales et les pratiques qui nuisent aux vies des femmes et des filles et par conséquent réduisent leurs opportunités d'autonomisation.

**À propos du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO):** Créé en 1976, Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est la plus ancienne initiative de solidarité et de partenariat entre l'Afrique et l'OCDE. D'abord dédié à la sécurité alimentaire pour répondre aux défis de la sécheresse et de la famine au Sahel, le CSAO a depuis lors élargi ses champs d'expertise à des thématiques diverses dont l'urbanisation, les problématiques sécuritaires ou encore l'emploi. Conçu comme un instrument de production du savoir, de veille, de prospective et de dialogue sur les politiques publiques, le CSAO a pour mission de contribuer à impulser davantage de cohérence et d'efficacité entre toutes les parties prenantes de la coopération ouest-africaine pour permettre à la sous-région de mieux relever ses défis futurs. Aujourd'hui, 10 pays membres de l'OCDE sont membres du CSAO, au même titre que les trois organisations sous régionales que sont la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), L'Union Économique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) ainsi que le Comité inter-Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS). Le CSAO est un membre actif du pôle de développement de l'OCDE et dans ce cadre, collabore avec le Centre de Développement pour promouvoir les résultats de l'indice « Institutions sociales et égalité homme-femme » (SIGI), plaider pour le respect des droits des femmes et la lutte contre les discriminations dont elles sont victimes en Afrique de l'Ouest.

**À propos de la Banque africaine de développement (BAD):** La Banque africaine de développement (désignée par l'acronyme BAD), est une institution financière multinationale de développement, établie dans le but de contribuer au développement et au progrès social des États africains. L'objectif principal de la Banque est de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie de tous les populations africaines en mobilisant des ressources à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. La Banque s'est engagée à relever l'ensemble des complexités et défis du développement sur le continent en fournissant une assistance financière et technique aux projets et programmes de développement aux pays membres régionaux. Elle a intégré des opérations de prêts directs aux secteurs public et privé par le biais d'une variété d'instruments de financement ainsi que la fourniture de services consultatifs. La Banque, à travers ses domaines d'interventions prioritaires Top 5 (éclairer l'Afrique; nourrir l'Afrique; industrialiser l'Afrique; intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations en Afrique), entend accélérer la transformation économique et sociale du continent. La réduction des écarts entre les sexes et l'accélération de l'autonomisation des femmes font partie des objectifs



## AFRIQUE DE L'OUEST

fondamentaux de la Stratégie Décennale de la Banque (2013-2022) et des priorités Top 5 pour assurer un développement durable et inclusif dans ses pays membres régionaux. En tant que principale institution de développement sur le continent, la Banque se fait le champion de la production de données ventilées par sexe pour combler de manière adéquate les écarts entre les sexes et développer des réponses qui ne laissent personne pour compte.

**À propos de la Commission économique pour l'Afrique (CEA):** Créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales et a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Composée de 54 États membres, la CEA est bien placée pour contribuer spécifiquement à la recherche de solutions aux défis de développement du continent. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) joue un double rôle en tant qu'organisme régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique. La CEA tire sa force de sa qualité de seul organisme des Nations Unies à avoir pour mandat d'opérer aux niveaux régional et sous-régional pour mobiliser des ressources et les mettre au service des priorités de l'Afrique. La contribution de la CEA pour faire avancer l'Agenda 2030 Agenda et l'Agenda 2063 est centrée sur les trois fonctions principales de la Commission, à savoir sa fonction de rassemblement, sa fonction de groupe de réflexion et sa fonction opérationnelle. La mission de la CEA est de livrer des idées et des actions pour une Afrique autonomisée et transformée, qui soit informées par l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.